L'Algérie est un pays de transit pour des hommes et des femmes qui font l'objet de traite de l'Afrique subsaharienne vers l'Europe pour des fins d'exploitation sexuelle commerciale et de travail forcé. Ces hommes et femmes entrent en Algérie de façon volontaire mais illégale, souvent avec l'aide de trafiquants. Certains d'entre eux deviennent des victimes de traite, les hommes sont forcés à devenir une main d'œuvre non qualifiée et les femmes à se prostituer pour payer les dettes aux trafiquants. Des réseaux criminels de ressortissants subsahariens au sud de l'Algérie facilitent le transit en organisant le transport, des faux documents et en faisant des promesses d'emploi. Parmi une population estimée de 5000 à 9000 immigrés clandestins, quelque 4000 à 6000 sont estimés comme victimes de traite des personnes dont environ 1000 sont des femmes.

Le Gouvernement d'Algérie ne répond pas entièrement aux normes minimales d'élimination de la traite, toutefois, il fournit d'importants efforts dans ce sens. En janvier 2009, le gouvernement a adopté une nouvelle loi qui criminalise ceux qui font la traite des personnes pour des fins d'exploitation dans le travail ou sexuelle. La loi entrera en vigueur une fois publiée dans le Journal Officiel du gouvernement. La nouvelle loi représente une importante étape dans la conformité avec les normes internationales bien que sa mise en œuvre n'a pas encore été vérifiée. En dépit de ces efforts, le gouvernement n'a pas démontré une évolution globale dans la sanction des crimes de traite des personnes et dans la protection des victimes de traite et continue à manquer de mesures adéquates dans la protection des victimes et prévention de la traite, en conséquence, l'Algérie est placée en List de Contrôle de Niveau 2.

Recommandations pour l'Algérie

Mettre en œuvre de manière proactive la nouvelle loi sur la traite des personnes en formant des responsables d'application de la loi et judiciaires, en menant des enquêtes sur d'éventuels délits, en poursuivant les coupables en justice, en renforçant la capacité institutionnelle à identifier des victimes de traite parmi des immigrés clandestins, en améliorant les services disponibles aux victimes de traite tels que l'assistance en matière d'hébergement, médicale, psychologique et juridique, en s'assurant que les victimes ne sont pas punies pour des actes illégaux commis en conséquence directe du fait d'avoir fait l'objet de traite et en entreprenant une campagne visant à sensibiliser le public sur la traite des personnes.

Poursuite judiciaires

Le gouvernement algérien a fait preuve de peu de progrès dans la résolution de la traite des personnes par des moyens juridiques durant la période du rapport. En janvier 2009, le gouvernement a adopté une loi qui criminalise toutes formes de traite des humains et prévoit des peines de prison de trois à 10 ans pour les délits de base. Ces peines sont assez rigoureuses et sont proportionnelles aux peines prévues pour d'autres crimes tels que le viol. A la date de rédaction du présent rapport, le gouvernement n'a pas fait usage de la nouvelle loi pour poursuivre en justice, détenir ou punir des trafiquants.

Les autorités algériennes chargées de l'application de la loi auraient pu mener une enquête et poursuivi en justice des crimes de traite en utilisant des règles relatives à la traite qui existaient avant la promulgation de la nouvelle loi, cependant, aucun de ces efforts d'application de la loi n'a été signalé durant la période que couvre le rapport.

Protection :

Le Gouvernement algérien n'a pas amélioré les services ou protections des victimes durant la période que couvre le rapport. Il n'a pas employé de procédures systématiques pour l'identification de victimes de traite parmi des populations vulnérables, telles que les femmes étrangères arrêtées pour prostitution ou immigrées clandestines. Vu qu'il n'y avait pas de procédures d'identification de victimes, elles sont restées au risque de détention pour actes illégaux commis en résultat d'avoir fait l'objet de traite. Le gouvernement n'a pas offert aux victimes étrangères d'alternatives juridiques à leur renvoi dans des pays où elles risquent des difficultés ou punitions. Selon des associations locales, le gouvernement n'offre pas de formation spécialisée aux responsables gouvernementaux pour identifier ou aider des victimes de traite des personnes. Le gouvernement ne fournit pas de services médicaux, d'orientation ou juridiques aux victimes et il n'existe pas de service d'orientation vers d'autres prestataires. Toutefois, des cliniques publiques qui offrent des soins d'urgence aux victimes de crimes sont ouvertes aux victimes étrangères et algériennes de traite des personnes. Il existe un programme mené par une association pour aider des femmes victimes de violence et est ouvert aux femmes victimes de traite des personnes. Il n'existe pas de programme officiel encourageant les victimes de traite à aider l'enquête et la poursuite des coupables en justice.

Prévention :

Durant l'année dernière, le gouvernement algérien n'a pas mené de campagnes de sensibilisation du public sur la traite des personnes. A ce jour, le gouvernement n'a pas développé de politique formelle de lutte contre la traite des personnes ou de plan d'action national qui compléterait sa nouvelle loi, le gouvernement n'a pas non plus publié de document ou d'évaluation de ses activités de lutte contre la traite des personnes.